tif du système des écoles confessionnelles.

Les Canadiens trouvent donc une raison de plus de s'attacher avec reconnaissance à l'organisation scolaire sous laquelle ils vivent, et qui est regardée par les autres peuples comme un immense bienfait.

***

Le 24 mai 1888, avait lieu à Washington la pose de la première pierre de l'Université Catholique des Etats-Unis. Le cardinal Gibbons avait convié à la cérémonie le président de la République, alors M. Grover Cleveland, qui, bien que protestant, avait tenu à honneur de répondre à cette invitation.

Dix-huit mois plus tard, le 14 novembre 1889, le cardinal Gibbons a convié à l'inauguration de l'Université le nouveau président de la République, M. Harrison, qui s'est rendu à cette invitation, ainsi que le vice-président, M. Morton, et le secrétaire d'Etat, M. Blaine.

" Le Catholicisme, dit un correspondant, vient de prouver une fois de plus qu'il est à la fois une religion et une école de science sociale. Les Américains, gens pratiques, sont surtout frappés des résultats que l'Eglise obtient....Il est évident que MM. Cleveland, Harrison et Blaine, qui ne sont pas des catholiques, ont cru agir en bons citoyens, en véritables hommes d'Etat, lorsqu'ils sont venus prendre part à cette fête religieuse, qui est, au même titre, une solennité scolaire."

Ils ne se sont pas trompés, ces hommes d'Etat de la grande république américaine: la population catholique des Etats-Unis, qu'on peut estimer aujourd'hui à dix millions d'âmes, va continuer à grandir, tout en restant unie à ses pasteurs, et formera désormais l'un des éléments les plus importants des classes sociales de cette puissance si pleine d'avenir.

***

Terminons cette revue scolaire par une nouvelle qui ne peut manquer d'être agréable aux nombreux enfants qui étudient la langue française, non moins qu'aux maîtres chargés de donner cet enseignement.

Il s'agit d'une question qui dort depuis longtemps, et qui, de temps à autre, revient sur le tapis, sans qu'on puisse encore pressentir l'époque d'une solution : il s'agit, pour le dire enfin, des projets de simplification de l'orthographe française.

Nous nous contenterons de citer ici un petit article que nous empruntons à un journal de Paris ; car, il ne faut pas nous le dissimuler, quoique nous formions, en Canada, un groupe important de population française, nous subissons inévitablement, sur la question dont il s'agit, la loi de l'Académie française. Quoi qu'il en soit, voici le passage que nous voulons citer :

" Le moment approche où la fameuse *pétition pour la simplification de l'orthographe* sera remise à l'Académie.

" M. Renan, M. Leconte de l'Isle, ne veulent à aucun prix entendre parler de la réforme, pas même d'une réforme modérée.

" M. Gaston Boissier, au contraire, tout en repoussant l'idée d'un changement radical, verrait volontiers l'Académie " simplifier d'une manière raisonnée l'orthographe de certains mots.

" Telle est aussi, paraît-il, l'avis de M. Jules Simon, de M. Maxime du Camp et de M. Gréard, dont l'opinion, en cette matière, est particulièrement importante.

" M. Victor Cherbuliez n'a pas attendu la campagne Havet-Passy pour protester contre " la tyrannie de l'orthographe."

" Enfin, M. Edouard Hervé vient de se déclarer à son tour, en écrivant dans *le Soleil*, à propos du défunt roi de Portugal : " Il a fait entreprendre la sim- " plification de l'orthographe, et la sup-